



**L'Europe ne se fait pas d'un coup, elle ne se construit pas d'un coup, elle naît de réalisations concrètes qui créent d'abord des solidarités de fait.**

**Europe cannot be made all at once, nor will it be built all at once; it will arise from concrete realisations that first create de facto solidarity.**

**L'Europa non potrà farsi in una sola volta, né sarà costruita tutta insieme; essa sorgerà da realizzazioni concrete che creino anzitutto una solidarietà di fatto.**

*Robert Schuman*

## 9 MAI 1950 - 9 MAI 2024

### JOURNÉE DE L'EUROPE



La date du 9 mai et la personne de Robert Schuman ont une grande valeur symbolique et sont inextricablement liées à l'intégration pacifique de l'Europe. En effet, le 9 mai 1950 marque la naissance du processus d'intégration européenne.

La signification symbolique de ce jour est double: d'une part, elle représente la répudiation par l'Europe du totalitarisme, de l'intolérance et du racisme et sa capacité à laisser derrière elle la haine, les préjugés et la partialité; d'autre part, elle signifie, pour l'Europe, la redécouverte de ses traditions humanistes et éclairées, la conviction que les individus sont doués de raison, des individus qui "osent savoir", mais aussi "osent agir" pour le bien commun, mettant en évidence des qualités qui sont aussi importantes aujourd'hui qu'elles l'étaient immédiatement après la Seconde Guerre mondiale.

À cette date, il y a 74 ans, Robert Schuman, ministre français des affaires étrangères, lançait l'important

nouveau plan de coopération européenne dans le domaine du charbon et de l'acier, jetant ainsi les bases d'une collaboration profonde qui favoriserait le processus d'intégration européenne. C'est ainsi qu'est née, par le traité de Paris du 18 avril 1951 (membres fondateurs: France, Allemagne de l'Ouest, Italie, Pays-Bas, Belgique et Luxembourg), la CECA, première des institutions supranationales européennes qui allaient donner naissance à ce que l'on appelle aujourd'hui l'"Union européenne".

Nous savons bien que ce projet européen a permis à l'Europe, sortie ruinée de la Seconde Guerre mondiale, d'atteindre et de maintenir pendant de nombreuses décennies un niveau de paix et de prospérité qui aurait été impossible si nous en étions restés aux divisions nationales.

Malheureusement, bien souvent, le bien-être et la tranquillité ont fini par effacer le souvenir de la reconstruction après la guerre et même celui de la longue période de paix vécue.

Cette année, en effet, nous arrivons à la Fête de l'Europe alors que la guerre continue de nous entourer et d'agiter l'Europe et le monde entier. Depuis plus de deux ans, l'Ukraine doit se défendre contre les attaques constantes des forces armées russes et les bombardements incessants.

La triste situation en Ukraine et au Moyen-Orient se poursuit sous les yeux impuissants de tous, générant angoisse et inquiétude face à des situations de destruction de plus en plus alarmantes, des situations de violence éprouvantes, des tortures et des morts continuelles d'adultes et d'enfants.

Il nous semble donc qu'il faut entendre, haut et fort, les paroles importantes prononcées par Robert Schuman ce fameux 9 mai: "La paix mondiale ne peut être sauvegardée que par des efforts créateurs, proportionnels aux dangers qui la menacent"; "L'Europe ne se construit pas d'un coup, et elle ne se construira pas d'un coup; elle naîtra de réalisations concrètes qui créeront d'abord une solidarité de fait".

Aujourd'hui, surtout, il est de plus en plus nécessaire de reprendre le message de paix inhérent à la déclaration Schuman et de s'engager à diffuser une culture de la paix dans le monde.

Il faut espérer que nous parviendrons à aborder et à résoudre les véritables nœuds du processus d'intégration européenne, en encourageant l'achèvement de l'Europe unie dont rêvaient les Pères fondateurs. L'espoir qui nous anime est que l'Europe puisse continuer à penser européen, en poursuivant ce voyage

commencé il y a si longtemps. Ce n'est qu'en renforçant les raisons profondes pour lesquelles nous sommes ensemble qu'il sera possible de surmonter les nombreux défis qui apparaissent constamment à l'horizon européen.

La scène mondiale d'aujourd'hui exige précisément ce type d'effort et d'engagement de notre part, à un moment où, soixante-dix ans plus tard, le monde risque fort d'être englouti dans un tourbillon de guerres, comme cela s'est produit avec l'agression de la Russie contre l'Ukraine et comme cela se produit au Moyen-Orient.

Nous devons surtout espérer que nous pourrions bientôt jeter les bases d'un monde vraiment meilleur, loin de la guerre et de toutes sortes de difficultés et de crises, pour aller bien au-delà et investir dans d'autres dimensions, telles que les valeurs, la culture et l'existence; ces dimensions qui, plus que d'autres, contribuent à cultiver l'espoir d'un avenir meilleur, dans lequel se trouve le projet de vie de chaque individu et de la communauté dans son ensemble.

Quelle meilleure occasion, même pour notre Europe et pour tout le monde, d'identifier précisément dans la "crise" générée par les guerres, la clé pour relancer les processus, stimuler la créativité, donner des dimensions toujours plus élevées à la capacité d'être, seule capable de nous faire sentir protagonistes et responsables de l'Histoire.

Très complexe et semé d'embûches, à mon avis, reste pour l'Europe le chemin vers la recherche d'une identité européenne et de son propre rôle dans l'équilibre mondial.

Elle apparaît, aujourd'hui encore, comme la somme des volontés politiques individuelles des Etats membres restant prisonnière du vote à l'unanimité, sans pouvoir s'affranchir d'une logique persistante de compromis. Cette situation affaiblit considérablement l'action de l'Europe sur la scène internationale.

L'Europe doit se renforcer pour faire face aux nombreux et graves défis qui attendent une réponse urgente: la préservation de la santé, la lutte contre le changement climatique et les défis environnementaux; la question de la justice sociale avec une économie au service de l'individu ; la transformation numérique; la question migratoire; la sécurité et le rôle qu'elle doit jouer dans le monde. Il faut espérer que les nouveaux organes institutionnels qui seront élus sauront trouver le moyen d'apporter ces réponses et de répondre à l'ambition de réformer l'UE et de la faire évoluer vers une véritable union fédérale.

Il est clair que sans modification des traités existants, aucun progrès ne sera possible. Ne pas réformer les traités, c'est rester soumis à la règle de l'unanimité, ce qui est très préjudiciable.



Sachant que c'est toujours la politique de puissance qui régit les rapports de force dans le monde, nous devons être convaincus que pour assurer une véritable affirmation des valeurs pour lesquelles elle a été créée, l'UE doit aussi être capable de parler le langage de la puissance.

C'est un fait et il faut le reconnaître: on ne peut pas imaginer un rôle ou une intervention de l'UE qui ne soit pas lié à la situation de puissance actuelle.

C'est la situation de puissance qui permet aux États qui, pour diverses raisons, se sont hissés à un rôle d'importance mondiale, d'utiliser leur position comme une arme pour projeter leurs intérêts géostratégiques dans le monde. Les pays trop petits ou sous-développés n'ont même pas les cartes pour participer à ce "grand jeu" et doivent se soumettre aux mouvements des autres.

Il existe une logique impitoyable dans le monde où ce n'est pas la guerre, mais la menace de la guerre qui régit les relations entre les États. Les différends internationaux trouvent souvent leur solution en fonction de la manière dont un État peut faire valoir ses prérogatives et son poids. Les relations internationales, en un mot, reviennent à peser les conséquences hypothétiques d'une guerre potentielle impliquant les pays concernés.

En substance, la nécessité pour l'Union européenne de s'organiser et de se renforcer afin d'être un acteur de premier plan sur la scène internationale apparaît clairement. Malheureusement, c'est là que réside l'aspect le plus problématique, en raison de la lourdeur de la structure institutionnelle de l'Union, puisque les décisions politiques dépendent essentiellement des institutions communautaires, qui sont basées sur le principe intergouvernemental et, par conséquent, généralement sur l'unanimité des gouvernements nationaux.

L'Europe est donc particulièrement fragile et incohérente en matière de défense et de politique étrangère. L'Union européenne dispose certes d'une grande marge de manœuvre dans les domaines économique et politique, mais aujourd'hui, elle n'a malheureusement pas la capacité d'agir. Pour initier de nouvelles relations et résoudre ces fragilités, elle doit d'abord se doter d'un gouvernement et d'une politique étrangère propre.

C'est ce que nous espérons tous voir arriver bientôt. Nous avons grandement besoin d'une Europe forte et compétitive pour préserver la paix et la liberté de tous.

**Silvano Marseglia**  
*Président européen de l'AEDE*





## 9 MAY 1950 - 9 MAY 2024 EUROPE DAY

The date of 9 May and the person of Robert Schuman are of great symbolic value and are inextricably linked to the peaceful integration of Europe. Indeed, 9 May 1950 identifies the birth of the European integration process.

The symbolic significance of this day is twofold: On the one hand, it represents Europe's repudiation of totalitarianism, intolerance and racism and its ability to leave behind hatred, prejudice and partiality; on the other, it signifies, for Europe, the rediscovery of its humanist and enlightened traditions, the conviction that individuals are endowed with reason, individuals who 'dare to know', but also 'dare to act' for the common good, highlighting qualities that are as important today as they were immediately after the Second World War.

On that date, 74 years ago, Robert Schuman, French Minister of Foreign Affairs, launched the important new plan for European cooperation in the field of coal and steel, thus laying the foundations for a profound collaboration that would foster the process of European integration. Thus was born, with the Treaty of Paris of 18 April 1951, the ECSC (founding members: France, West Germany, Italy, the Netherlands, Belgium and Luxembourg), the first of the European supranational institutions that would give rise to what is now called the 'European Union'.

We are well aware that this European project has enabled Europe, which came out of the Second World War ruined, to achieve and maintain for many decades a level of peace and prosperity that would have been impossible had we remained with national divisions.

Unfortunately, very often, well-being and tranquillity have ended up erasing the memory of the reconstruction after the war and even the memory of the long period of peace experienced.

This year, in fact, we arrive at the Feast of Europe while war continues to loom around us and agitate Europe and the entire world. For more than two years now, Ukraine has had to defend itself against continuous attacks by the Russian armed forces and constant bombing. The sad situation in Ukraine and the Middle East goes on under the impotent eyes of all, generating anguish and concern for the increasingly alarming situations of destruction, harrowing situations of violence, torture and continuous deaths of adults and children.

It seems to us, then, to hear, loud and clear, the important words pronounced by Robert Schuman on that famous 9 May: "World peace cannot be safeguarded except by creative efforts, proportional to the dangers that threaten it"; "Europe cannot be built all at once, nor will it be built all at once; it will arise from concrete realisations that first of all create a de facto solidarity".

Today, above all, there is an increasing need to take up the message of peace inherent in the Schuman Declaration and to commit ourselves to spreading a culture of peace in the world.

It is to be hoped that we will succeed in addressing and resolving the real knots in the European integration process, urging the completion of the united Europe dreamt of by the Founding Fathers.

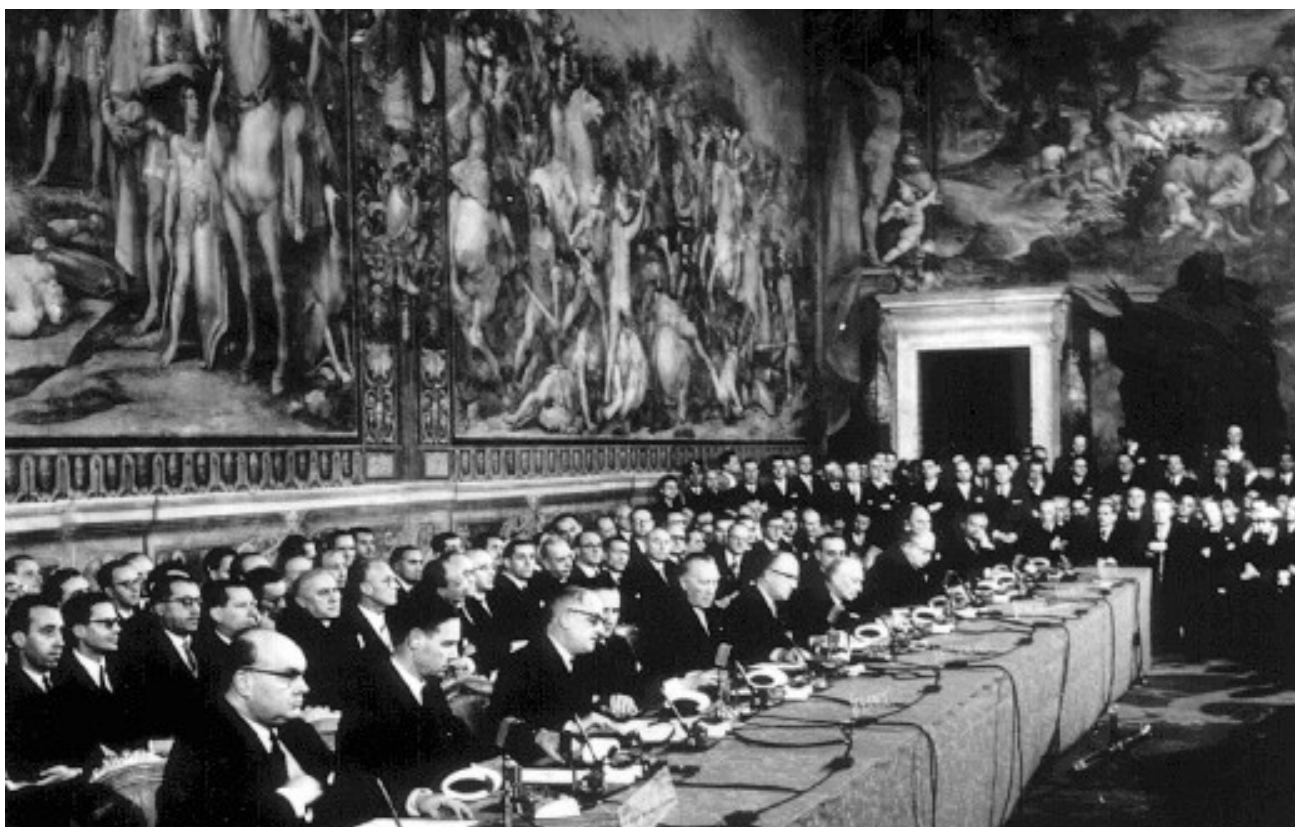


The hope that animates us is that Europe can continue to think European, continuing that journey that began so long ago. Only by enhancing the deep reasons for our being together will it be possible to overcome the many challenges that constantly appear on the European horizon. Today's world landscape demands precisely this kind of effort and commitment from us at a time when, seventy years later, the world is in serious danger of being engulfed in a whirlwind of wars as happened with Russia's aggression against Ukraine and as is happening in the Middle East.

Above all, we must hope that we will soon be able to lay the foundations for a truly better world, far from war and all kinds of difficulties and crises, in order to go well beyond and invest in other dimensions, such as values, culture, and existence; those dimensions that, more than others, contribute to cultivating the hope of a better future, in which the life project of each individual and of the community as a whole lies. What better opportunity, even for our Europe and for everyone, to identify precisely in the 'crisis' generated by wars, the key to restarting processes, stimulating creativity, giving ever higher dimensions to the ability to 'be', as the only one capable of making us feel protagonists and responsible for History. Very complex and fraught with difficulties, in my opinion, remains, for Europe, the path towards the search for a European identity and its own role in world equilibrium.

It appears, even today, as the sum of the individual political wills of the Member States remaining prisoner to unanimous voting, without being able to free itself from a persistent logic of compromises. This situation greatly weakens Europe's action on the international stage.

Europe needs to strengthen itself in order to tackle the many serious challenges that await an urgent response: safeguarding health, the fight against climate change and environmental challenges; the issue of social justice with an economy at the service of the individual; the digital transformation; the migration issue; security and the role it must play in the world. It is to be hoped that the new institutional bodies that will be elected will be able to find a way to provide these answers and live up to the ambition of reforming the EU and taking it towards a true federal union.



It is clear that without changing the existing Treaties, no progress will be possible. Not reforming the Treaties will mean remaining governed by the rule of unanimity, which is very detrimental.

Bearing in mind that it is still power politics that regulates the world's balance of power, we must be convinced that in order to ensure a true affirmation of the values for which it was created, the EU must also be able to speak the language of power.

This is a fact and must be recognised as such: we cannot imagine an EU role or intervention that is divorced from the current power situation.

It is the power situation that allows states that, for various reasons, have risen to a role of global importance to use their position as a weapon to project their geostrategic interests into the world.

Countries that are too small or underdeveloped do not even have the cards to participate in this 'great game' and must submit to the moves of others.

There is a ruthless logic in the world where it is not war, but the threat of it that governs relations between states. International disputes often find their solution depending on how much and how much a state can assert its prerogatives and its weight. International relations, in a nutshell, amount to weighing the hypothetical consequences of a potential war involving the countries concerned.

In essence, the need for the European Union to organise itself and strengthen itself in order to be a primary actor on the international stage clearly emerges. Unfortunately, herein lies the most problematic aspect, due to the Union's cumbersome institutional structure, since political decisions crucially depend on the Community institutions, which are based on the intergovernmental principle and, therefore, generally on the unanimity of national governments.

Therefore, Europe is particularly fragile and inconsistent in the areas of defence and foreign policy.

The European Union certainly has ample scope for action in the economic and political fields, but today, unfortunately, it lacks the capacity to act. In order to initiate new relations and resolve these fragilities, it must first of all provide itself with a government and its own foreign policy.

This is what we all hope will happen soon. We greatly need a strong and competitive Europe to safeguard peace and freedom for all.

**Silvano Marseglia**  
*AEDE President*



## 9 MAGGIO 1950 – 9 MAGGIO 2024 LA GIORNATA DELL'EUROPA



La data del 9 maggio e la persona di Robert Schuman rivestono un notevole valore simbolico e sono indissolubilmente legati alla pacifica integrazione dell'Europa. Il 9 Maggio 1950, infatti, identifica la nascita del processo di integrazione europea.

Il significato simbolico di questa Giornata è duplice: da un lato rappresenta, da parte dell'Europa, il ripudio del totalitarismo, dell'intolleranza e del razzismo e la sua capacità di lasciarsi alle spalle odio, pregiudizio e parzialità; dall'altro, significa, per l'Europa, la riscoperta delle sue tradizioni umanistiche e illuminate, la convinzione che gli individui siano dotati di ragione, individui che "osano conoscere", ma anche "osano agire" per il bene comune, evidenziando qualità che oggi sono molto importanti come lo furono subito dopo la Seconda Guerra Mondiale.

In quella data, 74 anni fa Robert Schuman, francese, Ministro degli affari esteri, lanciò il nuovo importante piano di cooperazione europea nel campo del carbone e dell'acciaio, ponendo, così, le basi di una collaborazione profonda che avrebbe favorito il processo di integrazione europea. Nacque, così, con il Trattato di Parigi del 18 Aprile 1951, la CECA (membri fondatori: Francia, Germania Ovest, Italia, Olanda, Belgio e Lussemburgo), prima delle istituzioni sovranazionali europee che daranno vita a quella che oggi viene chiamata "Unione Europea".

Sappiamo bene che questo progetto europeo ha permesso all'Europa, uscita rovinata dalla seconda guerra mondiale, di raggiungere e conservare per tanti decenni un livello di pace e di benessere, impensabili se fossimo restati alle divisioni nazionali.

Purtroppo, molto spesso, il benessere e la tranquillità hanno finito per cancellare la memoria della ricostruzione dopo la guerra e persino la memoria del lungo periodo di pace vissuto.

Quest'anno, infatti, arriviamo alla festa dell'Europa mentre la guerra continua ad incombere intorno a noi ed agita l'Europa ed il mondo intero. Sono ormai oltre due anni che l'Ucraina deve difendersi dai continui attacchi delle forze armate russe e dai continui bombardamenti.

La triste situazione dell'Ucraina e quella del Medio Oriente va avanti sotto gli occhi impotenti di tutti generando angoscia e preoccupazione per il profilarsi di situazioni sempre più allarmanti di distruzioni, situazioni strazianti di violenze, torture e morti continue tra adulti e bambini.

Ci sembra, allora, di ascoltare, forti e ben scandite, le importanti parole pronunciate da Robert Schuman in quel famoso 9 Maggio: "La pace mondiale non potrà essere salvaguardata se non con sforzi creativi, proporzionali ai pericoli che la minacciano"; "L'Europa non potrà farsi in una sola volta, né sarà costruita tutta insieme; essa sorgerà da realizzazioni concrete che creino anzitutto una solidarietà di fatto".

Oggi, soprattutto, si rende sempre più necessario raccogliere il messaggio di pace insito nella Dichiarazione Schuman ed impegnarsi per diffondere nel mondo una cultura di pace.

C'è da augurarsi che si riesca ad affrontare e risolvere i nodi veri del processo di integrazione europea, sollecitando il completamento dell'Europa unita sognata dai Padri fondatori.

La speranza che ci anima è che l'Europa possa continuare a pensare in modo europeo, continuando quel viaggio iniziato tanto tempo fa. Solo valorizzando le ragioni profonde del nostro stare insieme si potranno superare le tante sfide che costantemente si affacciano sull'orizzonte europeo.



Il panorama mondiale odierno ci richiede proprio questo tipo di sforzi e questo tipo di impegno nel momento in cui, settanta anni dopo, il mondo rischia seriamente d'essere travolto in un turbinio di guerre come è avvenuto con l'aggressione della Russia all'Ucraina e come sta avvenendo in Medio Oriente.

Dobbiamo sperare, soprattutto, che presto si possano mettere le basi per un mondo veramente migliore, lontano dalla guerra e da ogni tipo di difficoltà e di crisi, per andare ben oltre ed investire in altre dimensioni, come quella valoriale, culturale, esistenziale; quelle dimensioni che, più di altre, contribuiscono a coltivare la speranza di un futuro migliore, nel quale alberga il progetto di vita di ogni individuo e della collettività nel suo insieme.

Quale occasione migliore, anche per la nostra Europa e per tutti, per individuare proprio nella "crisi" generata dalle guerre, la chiave di volta per rimettere in moto processi, stimolando creatività, dando dimensioni sempre più elevate alla capacità di "essere", in quanto l'unica in grado di farci sentire protagonisti e responsabili della Storia.

Molto complesso ed irto di difficoltà, a parere mio, resta, per l'Europa, il cammino verso la ricerca di una identità europea e di un proprio ruolo negli equilibri mondiali.

Essa appare, ancora oggi, come la somma delle singole volontà politiche degli Stati membri restando prigioniera del voto all'unanimità, senza potersi liberare da una persistente logica di compromessi. Questa situazione indebolisce molto l'azione dell'Europa sullo scacchiere internazionale.

L'Europa ha la necessità di rafforzarsi per affrontare le numerose e gravose sfide che attendono una risposta urgente: la salvaguardia della salute, la lotta al cambiamento climatico e le sfide ambientali; il problema della giustizia sociale con una economia al servizio della persona; la trasformazione digitale; la questione migratoria; la sicurezza ed il ruolo che essa deve esercitare nel mondo. Si spera che i nuovi Organi Istituzionali che saranno eletti sappiano individuare il modo per dare queste risposte e siano all'altezza dell'ambizione di riformare l'UE e di traghettarla verso una vera unione federale.

È evidente che senza cambiare i Trattati esistenti, nessun progresso sarà possibile. Non riformare i Trattati significherebbe rimanere ancora governati dalla regola dell'unanimità che risulta molto deleteria.

Tenuto conto che è ancora la politica di potenza a regolare gli equilibri mondiali bisogna convincersi che per garantire una vera affermazione dei valori per cui è nata, l'UE deve riuscire a parlare anch'essa il linguaggio del potere.



Questo è un dato di fatto e va riconosciuto come tale: non possiamo immaginarci un ruolo o un intervento dell'UE che sia avulso dalla attuale situazione di potere.

È la situazione di potere che consente agli Stati che, per vari motivi, sono assurti ad un ruolo di importanza a livello mondiale, di approfittare della propria posizione come di un'arma per proiettare nel mondo i propri interessi geostrategici. I Paesi, troppo piccoli o sottosviluppati, non hanno nemmeno le carte per partecipare a questo "grande gioco" e devono sottostare alle mosse altrui.

Esiste, nel mondo, una logica spietata dove non la guerra, quanto la minaccia di essa governa i rapporti tra gli Stati. Spesso le controversie internazionali trovano soluzione in funzione di quanto e di come uno Stato possa far valere le proprie prerogative e il proprio peso. I rapporti internazionali, in poche parole, equivalgono a soppesare le ipotetiche conseguenze di una potenziale guerra che coinvolgesse i Paesi interessati.

In sostanza, emerge chiaramente la necessità che l'Unione Europea debba organizzarsi e rafforzarsi per poter essere un attore primario sul piano internazionale. Purtroppo qui risiede l'aspetto più problematico, dovuto alla farraginoso struttura istituzionale dell'Unione, poiché le decisioni politiche dipendono in modo cruciale dalle istituzioni comunitarie che sono basate sul principio intergovernativo e, quindi, generalmente dall'unanimità dei governi nazionali.

Si evidenzia, pertanto, da parte dell'Europa, una particolare fragilità e inconsistenza nei settori della difesa e della politica estera.

L'Unione Europea ha, certamente, ampie possibilità di azione in campo economico e politico ma oggi, purtroppo, non dispone della capacità di agire. Per poter avviare nuove relazioni e risolvere queste sue fragilità è necessario che essa innanzitutto si doti di un governo e di una propria politica estera.

È ciò che tutti speriamo possa verificarsi presto. Abbiamo enormemente bisogno di una Europa forte e competitiva per salvaguardare la pace e la libertà di tutti.

**Silvano Marseglia**  
**Presidente AEDE**





*European Association of Teachers*  
*Special Issue of periodical "School of Europe" at the occasion of Europe Day 2024*

*Article by José Manuel VEGA PEREZ, European Vice-President of AEDE*

## WHY THE EUROPEAN UNION?



It is easy, or at least more understandable, to feel like a European citizen if you live in Paris, Rome, Berlin, Madrid or in any corner of Tuscany or Alsace, given the social, historical and geographical proximity.

For an island citizen like me, born and resident in the Canary Islands, it should seem to be a citizen of the African Continent, rather than a European. But this is not the case: when Spain joins the European Union, the Canary Islands are automatically declared part of the EU, as an outermost region, like other regions of other Countries.

There was no lack of social groups that supported the opposite position, namely that the Canary Islands were left out of the EU and declared an independent area, which fortunately did not happen. Because, if so, we would be in a situation similar to other areas. That were stuck in development.

Europeanism in the Canary Islands is historically supported by the geographical and commercial situation. We are a region linked to three-continent actions throughout history, with invasions by navigators and conquerors of the Old

Continent and beyond... The Canary Islands have been and are lucky enough to be an open area in the Atlantic Ocean, where, over the centuries, conquerors, mercenaries and pirates arrived and departed... and, of course, contributed to new customs, ways of life, development and adventures.

The fact that the Canary Islands are a region of Europe has allowed us economic, social, health, infrastructural and educational development, along with legal security, defense and an extraordinary communication system with the outside, with a stable economy and an optimal level and quality of life. What I express could be shifted to other parts of Europe, although they are not in the Atlantic, since, some of us are limited by water, others by mountains, valleys, lakes or rivers. What I want to express once again is my commitment as a citizen and teacher, to give my contribution to society and to increase the strength, principles and values of our great Country called Europe.

Europe is advancing not without great difficulties along its path. However, we must not forget that many obstacles have been overcome and sometimes even storms with the loss of important parts (Brexit).

It wasn't easy, of course. Though, decades have passed, when strides have been taken to voluntarily unite different societies, with different customs, traditions and languages, in order to establish common standards for over 500 million citizens.

We really have to stop for a moment and reconsider to evaluate, analyze this process in all its facets. Let's use the simplest formula for everyone and let's be reasonable and practical. We have been this way many times in our lives: let's take paper and pencil and write the positive on one side and the negative of the EU and of our belonging on the other... May 9<sup>th</sup> would be suitable day to spend in our homes, with the family. It would be a way to get closer, share and, above all, to honor those people, who over the decades fought for us to have peace, development, tolerance and respect, being united in diversity.

**Jose Manuel Vega Perez**  
*Vice President of AEDE*



*José Manuel VEGA PEREZ, Viceprésident européen de l'AEDE*

## POURQUOI L'UNION EUROPÉENNE?

Il est facile, ou du moins plus compréhensible, de se sentir citoyen européen si l'on habite à Paris, Rome, Berlin, Madrid ou dans n'importe quel coin de la Toscane ou de l'Alsace étant donné la proximité sociale, historique et géographique.

Pour un insulaire comme moi, né et résidant aux Îles Canaries, il devrait sembler plus naturel de me sentir plutôt citoyen du continent africain qu'Européen. Mais ce n'est pas le cas; lorsque l'Espagne rejoint l'Union Européenne, les Îles Canaries sont automatiquement déclarées comme faisant partie de l'UE, en tant que région ultrapériphérique, comme d'autres régions d'autres pays.

Les groupes sociaux qui ont soutenu la position opposée ne manquaient pas, à savoir que les Îles Canaries soient exclues de l'UE et déclarées zone indépendante, ce qui heureusement ne s'est pas produit, car si tel était le cas, nous nous serions retrouvés dans une situation semblable à d'autres zones qui étaient bloquées dans leur développement.

L'europanisme aux Îles Canaries est historiquement soutenu par la situation géographique et commerciale. Nous sommes une région liée aux actions tricontinentales à travers l'histoire, avec des invasions de navigateurs et conquérants du vieux continent et non seulement... Les Îles Canaries ont eu et ont la chance d'être une ville ouverte dans l'Océan Atlantique où, au fil des siècles, des conquérants, des mercenaires ou des pirates sont arrivés et partis... et bien sûr ont contribué à l'apparition de nouvelles coutumes, modes de vie, développement et aventures.

Le fait que les Îles Canaries soient une région d'Europe nous a permis un développement économique, social, sanitaire, infrastructurel et éducatif dans des conditions de sécurité juridique, de défense, avec des communications extraordinaires développées avec l'extérieur, une économie stable et un niveau et une qualité optimaux de vie. Ce que j'affirme pourrait être valable aussi pour d'autres parties de l'Europe. Bien qu'ils ne soient pas dans l'Atlantique, certains d'entre nous sont limités par l'eau, d'autres par les montagnes, les vallées, les lacs ou les rivières. Ce que je veux, c'est exprimer une fois de plus mon engagement en tant que citoyen et enseignant afin d'apporter ma contribution à la société pour accroître la force, les principes et les valeurs de notre grand pays appelé l'Europe.

L'Europe avance non sans de grandes difficultés sur son chemin. Cependant, il ne faut pas oublier que de nombreux obstacles ont été surmontés et parfois même des tempêtes avec la perte de parties importantes (le Brexit). Cela n'a certainement pas été facile. Cependant, des décennies se sont écoulées au cours desquelles des pas de géant ont été faits pour unir volontairement différentes sociétés, avec des coutumes et des langues différentes, afin d'établir des normes communes pour plus de 500 millions de citoyens. Il faut vraiment s'arrêter un instant et reconsidérer pour évaluer et analyser ce processus sous toutes ses facettes. Nous utilisons la formule la plus simple pour tout le monde et sommes raisonnables et pratiques. Nous l'avons fait à plusieurs reprises dans notre vie: prenons du papier et un crayon et écrivons le positif d'un côté et le négatif de l'UE de l'autre et de notre appartenance...

Le 9 mai serait un jour approprié pour le faire chez nous, en famille. Cela servirait à nous rapprocher, à partager et surtout à honorer les nombreuses personnes qui, au fil des décennies, ont lutté pour que nous ayons la paix, le développement, la tolérance et le respect, tout en étant unis dans la diversité.

**Jose Manuel Vega Perez**  
**Viceprésident AEDE**

*Intervento di José Manuel VEGA PEREZ, Vicepresidente europeo dell'AEDE*

## PERCHÉ L'UNIONE EUROPEA?



È facile, o almeno più comprensibile, sentirsi cittadino europeo se si vive a Parigi, Roma, Berlino, Madrid o in qualsiasi angolo della Toscana o dell'Alsazia vista la vicinanza sociale, storica e geografica.

Per un cittadino isolano come me, nato e residente alle Canarie, dovrebbe sembrare d'essere più un cittadino del continente africano che un europeo. Ma non è così, nel momento in cui la Spagna entra a far parte dell'Unione europea, le Isole Canarie vengono automaticamente dichiarate parte dell'UE, come regione ultraperiferica, come altre regioni di altri paesi.

Non sono mancati i gruppi sociali che hanno sostenuto la posizione opposta, ossia che le Isole Canarie fossero lasciate

fuori dall'UE e dichiarate zona indipendente, cosa che fortunatamente non è avvenuta, perché se così fosse, ci troveremmo in una situazione simile ad altre zone che erano bloccate nello sviluppo.

L'uropeismo nelle Isole Canarie è storicamente supportato dalla situazione geografica e commerciale. Siamo una regione legata ad azioni tricontinentali nel corso della storia con invasioni di navigatori e conquistatori del vecchio continente e oltre... Le Isole Canarie hanno avuto e hanno la fortuna di essere una città aperta nell'Oceano Atlantico in cui nel corso dei secoli sono arrivati e partiti conquistatori, mercenari, pirati... e naturalmente hanno contribuito a nuovi costumi, modi di vita, sviluppo e avventure. Il fatto che le Isole Canarie siano una regione dell'Europa, ci ha permesso uno sviluppo economico, sociale, sanitario, infrastrutturale e scolastico, con sicurezza giuridica, difesa, con comunicazioni straordinarie sviluppate con l'esterno, con un'economia stabile e un livello ottimale e qualità della vita.

Ciò che manifesto potrebbe essere trasferito in altre zone d'Europa. Sebbene non siano nell'Atlantico, perché alcuni di noi sono limitati dall'acqua, altri da montagne, valli, laghi o fiumi. Quello che voglio è esprimere ancora una volta il mio impegno come cittadino e insegnante per dare alla società il mio contributo per accrescere la forza, i principi ed i valori del nostro grande paese chiamato Europa.

L'Europa avanza non senza grandi difficoltà lungo il suo percorso. Non dobbiamo, però, dimenticare che sono stati superati tanti ostacoli e talvolta, addirittura, tempeste con perdita di parti importanti (Brexit).

Non è stato certamente facile. Sono passati, però, decenni in cui sono stati fatti passi giganti per unire volontariamente società diverse, con costumi e lingue diverse, al fine di stabilire standard comuni per oltre 500 milioni di cittadini. Dobbiamo davvero fermarci un attimo e riconsiderare per valutare, analizzare questo processo in tutte le sue sfaccettature. Usiamo la formula più semplice per tutti e siamo ragionevoli e pratici. Lo abbiamo fatto molte volte nella nostra vita: prendiamo carta e matita e scriviamo da una parte il positivo e dall'altra il negativo dell'UE e della nostra appartenenza... Il 9 maggio sarebbe un giorno appropriato per farlo nelle nostre case, con la famiglia. Servirebbe per avvicinarsi, condividere e soprattutto per onorare le tante persone che nel corso dei decenni hanno lottato per noi per avere pace, sviluppo, tolleranza e rispetto, essendo uniti nella diversità.

**Jose Manuel Vega Perez**  
Vicepresidente AEDE



## Robert Schuman

Robert Schuman fut un homme de conviction au destin exceptionnel. L'un des pères de l'unification de l'Europe, sa vie et sa carrière témoignent de l'Histoire tourmentée des rapports entre la France et l'Allemagne dans l'Europe des nationalités aux XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles.

Robert Schuman naquit allemand en 1886 au Luxembourg. Son père, né français en 1837 dans un village lorrain, était devenu allemand en 1871, après l'annexion d'une partie de la Lorraine par l'Allemagne; sa mère était luxembourgeoise.

Après 1918 et le retour de la Moselle et de l'Alsace à la France, il devint français et député français.

Dès 1918, il s'est engagé pour que soient respectés les particularismes hérités de la période allemande et il est à l'origine du compromis accepté par le Parlement français: le maintien, au sein du droit français, d'un droit local spécifique en Alsace et en Moselle. Nourri de l'apport des deux cultures, il voulait préserver le meilleur de chacune...

Après la seconde guerre mondiale, il redevint député de Metz, puis ministre et Président du Conseil.

Ministre des Affaires étrangères dans six Gouvernements successifs, il engagea résolument la France dans une politique de réconciliation en Europe, notamment avec l'Allemagne. Mais il voyait déjà plus loin et rêvait d'une véritable union des Etats européens. Cinq ans seulement après la fin de la seconde guerre mondiale, ayant obtenu dans le plus grand secret l'accord des cinq ministres des Affaires économiques du Royaume-Uni, des trois pays du Benelux et de l'Italie, avec le soutien du Chancelier allemand Konrad Adenauer, le 9 mai 1950 Robert Schuman fit adopter par les députés français une Déclaration solennelle. Il y affirmait que « la contribution qu'une Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation est indispensable au maintien des relations pacifiques...»; il reconnaissait que «L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble: elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait...»; enfin il proposait «de placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une Haute Autorité commune, dans une organisation ouverte à la participation des autres pays d'Europe.».

La création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) fut ainsi le premier pas décisif dans l'Histoire de la construction européenne.

En avril 2022, nous mesurons l'importance de la coopération européenne dans la lutte contre la pandémie de Covid et ses conséquences. C'est la «méthode Schuman» de réalisations concrètes successives qui, durant ces deux dernières années, a renforcé et fait progresser l'Europe aussi bien par l'achat groupé de vaccins que par le financement commun d'un plan de relance européen...

La crise ouverte par l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe souligne plus que jamais l'importance de cette méthode. Face à la dépendance de nos pays européens en matière énergétique et aux incertitudes de la mondialisation en matière d'approvisionnement, la réponse de l'Europe, plus que jamais devra être solidaire. C'est le prochain pas à laquelle l'Europe devra répondre: c'est, au niveau européen, c'est solidairement que nous pourrons faire face à nos besoins en énergie et conduire notre continent dans l'indispensable transition énergétique. C'était en son temps la vision prophétique de Robert Schuman, c'est la responsabilité de notre temps!

Mais on ne peut conclure une présentation de Robert Schuman sans dire un mot des sources de son engagement. Un domaine que lui-même gardait jalousement privé... Son engagement politique pour la réconciliation et la paix en Europe mais aussi au service des plus démunis s'enracinait dans sa profonde foi chrétienne et un ascétisme proche de la spiritualité franciscaine. Le 19 juin 2021, le Pape François l'a déclaré «vénérable», premier pas vers une canonisation, exceptionnelle pour un personnage politique, car, selon Mgr Bernard Ardura, Président du Comité pontifical des sciences historiques, «Il a réalisé sa vocation d'homme et de chrétien à travers le service du bien commun et l'action politique est, en ce sens, vu comme le sommet de l'action de la charité.» Mgr Ardura poursuit: «C'est aussi une manière de montrer que la politique est une voie de sainteté.»

Le 9 mai prochain, anniversaire de la Déclaration Schuman, en célébrant la Fête de l'Europe, nous manifesterons notre espérance d'être digne de ce visionnaire, de ce pèlerin de la Paix!

**Jean-Claude Gonon**  
*Secrétaire Général Européen AEDE*





# Robert Schuman

Robert Schuman was a passionate man with an exceptional destiny. One of the fathers of the unification of Europe. His life and his career testify to the tormented history of relations between France and Germany in Europe of nationalities in XIX and XX century. Robert Schuman was born German in 1886 in Luxembourg. His father, born French in 1837 in a Lorraine village, had become German in 1871 after the annexation of part of Lorraine to Germany; his mother was a Luxembourgish.

After 1918 and the return of the Moselle and Alsace to France, he became French and French deputy. As early as in 1918 he undertook to enforce the inherited particularisms from the German period and was at the origin of the compromise accepted by the French Parliament: the maintenance, in the French legal system, of a specific local law in Alsace and Moselle. Nourished by the contribution of both cultures, he wanted to preserve the best of each. After World War II, he again became deputy of Metz, later Minister and Prime Minister, Minister of Foreign Affairs in six governments later, he resolutely committed France to a policy of reconciliation in Europe, especially with Germany. But he already saw beyond and dreamed of a real union of European States. Just five years after the end of World War II, after having obtained in the utmost secrecy the agreement of the five ministers of Economy of the United Kingdom, of the three Benelux Countries and of Italy, with the support by the German Chancellor Konrad Adenauer, on 9 May 1950, Robert Schuman made the French deputies adopt a solemn declaration. He recognized that “Europe won’t be done all at once, nor in an overall construction: it will be done by real achievements that, first of all, create a de facto solidarity...”; in the end he proposed “to place all Franco-German coal and steel production under a common High Authority, in an organization open to the participation of other countries of Europe”. The creation of the European Coal and Steel Community (ECSC) was, therefore, the first decisive step in the history of European integration.

In April 2022, we measure the importance of European cooperation in the fight against Covid pandemic and its consequences. It is the “Schuman method” of successive real successes that, in the last two years, has strengthened and advanced Europe, both through the joint purchase of vaccines and through joint funding of a European recovery plan.



The crisis opened by the invasion of Ukraine by the Russian Army emphasizes more than ever the importance of this method. In front of the dependence of our European Countries in terms of energy and facing the uncertainties of globalization in terms of supply, Europe's answer, more than ever, must be united. This is the next step that Europe will have to respond to: at a European level, it is together that we will be able to meet our needs of energy supplies and to guide our Continent in the indispensable energy transition. Robert Schuman's prophetic vision has become the responsibility of our time!

But a presentation of Robert Schuman cannot be concluded without mentioning the sources of his commitment. A space that he himself jealously kept private. His political commitment for reconciliation and peace in Europe, but also at the service of the poor, was rooted in his deep Christian faith and in an asceticism close to Franciscan spirituality. On June 19, 2021, Pope Francis declared him "Venerable", the first step towards canonization, exceptional for a political person, because, according to Mons. Bernard Ardura, President of the Pontifical Committee of Historical Sciences, "he realized his vocation as a man and a Christian through the service of the common good and political action; in this sense, it is seen as the culmination of charity action." Archbishop Ardura continues: "It is also a way to show that politics is a way of holiness". On 9<sup>th</sup> May, the anniversary of the Schuman Declaration, by celebrating Europe Day, we will show our hope to be worthy of this visionary, this pilgrim of peace!

**Jean-Claude Gonon**  
*General Secretary of European AEDE*





## Robert Schuman

Robert Schuman era un uomo convinto con un destino eccezionale. Uno dei padri dell'unificazione dell'Europa. La sua vita e la sua carriera testimoniano la tormentata storia dei rapporti tra Francia e Germania nell'Europa delle nazionalità nel XIX e XX secolo. Robert Schuman è nato tedesco nel 1886 a Lussemburgo. Suo padre, nato francese nel 1837 in un villaggio della Lorena, era diventato tedesco nel 1871, dopo l'annessione di parte della Lorena alla Germania; sua madre era lussemburghese. Dopo il 1918 e il ritorno della Mosella e dell'Alsazia in Francia, divenne francese e deputato francese. Già nel 1918 si impegnò a far rispettare i particolarismi ereditati dal periodo tedesco e fu all'origine del compromesso accettato dal parlamento francese: il mantenimento, nell'ordinamento francese, di una specifica legge locale in Alsazia e Mosella. Nutrito dal contributo di entrambe le culture, ha voluto preservare il meglio di ciascuna. Dopo la seconda guerra mondiale, divenne di nuovo vice di Metz, poi ministro e presidente del Consiglio, ministro degli Affari esteri in sei governi successivi, impegnò risolutamente la Francia in una politica di riconciliazione in Europa, in particolare con la Germania. Ma vedeva già oltre e sognava una vera unione di stati europei. A soli cinque anni dalla fine della seconda guerra mondiale, dopo aver ottenuto nella massima segretezza l'accordo dei cinque ministri dell'Economia del Regno Unito, dei tre paesi del Benelux e dell'Italia, con l'appoggio del cancelliere tedesco Konrad Adenauer, il 9 maggio 1950, Robert Schuman fa adottare ai deputati francesi una dichiarazione solenne. riconosce che "l'Europa non sarà fatta tutta in una volta, né in una costruzione complessiva: sarà fatta da realizzazioni concrete che creano prima di tutto una solidarietà di fatto..."; infine proponeva "di porre tutta la produzione franco-tedesca di carbone e acciaio sotto un'Alta Autorità comune, in un'organizzazione aperta alla partecipazione degli altri paesi d'Europa". La creazione della Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio (CECA) fu quindi il primo passo decisivo nella storia della costruzione europea.

Ad aprile 2022 misuriamo l'importanza della cooperazione europea nella lotta alla pandemia di Covid e alle sue conseguenze. È il "metodo Schuman" dei successi concreti successivi che, negli ultimi due anni, ha rafforzato e fatto avanzare l'Europa sia attraverso l'acquisto congiunto di vaccini sia attraverso il finanziamento congiunto di un piano europeo di ripresa. La crisi aperta dall'invasione dell'Ucraina da



parte dell'esercito russo sottolinea più che mai l'importanza di questo metodo. Di fronte alla dipendenza dei nostri paesi europei in termini energetici e alle incertezze della globalizzazione in termini di approvvigionamento, la risposta dell'Europa, più che mai, deve essere unita. Questo è il prossimo passo a cui l'Europa dovrà rispondere: è, a livello europeo, è insieme che saremo in grado di soddisfare i nostri bisogni energetici e guidare il nostro continente nell'indispensabile transizione energetica.

La visione profetica di Robert Schuman, è diventata responsabilità del nostro tempo! Ma non si può concludere una presentazione di Robert Schuman senza dire una parola sulle fonti del suo impegno.

Un territorio che lui stesso gelosamente teneva privato. Il suo impegno politico per la riconciliazione e la pace in Europa, ma anche al servizio degli indigenti, era radicato nella sua profonda fede cristiana e in un'ascesi vicina alla spiritualità francescana. Il 19 giugno 2021 papa Francesco lo ha dichiarato "venerabile", primo passo verso la canonizzazione, eccezionale per una figura politica, perché, secondo Mons. Bernard Ardura, Presidente del Pontificio Comitato di Scienze Storiche, "ha realizzato la sua vocazione di uomo e cristiano attraverso il servizio del bene comune e l'azione politica, in questo senso, è vista come il culmine dell'azione di carità. Mons. Ardura prosegue: "È anche un modo per mostrare che la politica è una via di santità."

Il 9 maggio, anniversario della Dichiarazione Schuman, celebrando la Giornata dell'Europa, mostreremo la nostra speranza di essere degni di questo visionario, questo pellegrino di pace!

**Jean-Claude Gonon**  
**Segretario Generale AEDE Europea**

## JEUNES... ET NAUFRAGÉS DE L'INCLUSION SOCIALE! TENDONS LEUR LA MAIN!

Anne Marie CHAVANON

*Présidente de la commission sur la crise environnementale et sanitaire,  
Conférence des OING*

La pandémie de SARS-COV2 a provoqué un séisme dont l'onde de choc ne cesse de faire tanguer nos sociétés. Elle a révélé notre incapacité à prévoir et gérer les situations de crise économique et sanitaire, mais aussi et surtout de crise sociale, présente et à venir. Elle a précipité des courants qui tirent bien des jeunes à la dérive, en particulier ceux que l'on appelle NEETs (Not in Education, neither in Employment or Training<sup>1</sup>) ou Hikikomoris (terme japonais qui signifie reclus).

Beaucoup ont le sentiment aigu d'être invisibles, abandonnés, parfois rejetés pour la simple raison de n'être pas en mesure de répondre aux attentes sociales.

Alors, qui sont-ils? Comment maîtriser les éléments, individuels et systémiques, qui les entraînent au large? Comment apaiser tant d'appréhension, de désespérance et de souffrance? Comment rendre à chacun son humanité, sa confiance en lui-même et en l'avenir? C'est l'un des axes de travail de notre comité, avec le soutien d'experts qualifiés issus de nos ONGs.



### **Des jeunes en souffrance**

«La souffrance des jeunes apparaît comme un révélateur et un amplificateur de la souffrance de la société»,<sup>2</sup> pouvait-on lire sur le site internet du ministère de la Santé de l'un des Etats-membres du Conseil de l'Europe, voilà déjà 20 ans.

Cette souffrance est avant tout morale. En ce début de vingt et unième siècle, elle se déploie chez des adolescents et de jeunes adultes qui restent en retrait de la vie professionnelle et sociale. Six mois, un an, parfois dix ans et bien plus... L'isolement peut durer longtemps. Ce sont majoritairement des hommes mais les femmes ne sont pas épargnées. Beaucoup ont été victimes de traumatismes d'ordre divers pendant l'enfance ou l'adolescence, dans la sphère scolaire ou privée. D'autres succombent à l'attrait de l'oisiveté. Certains ont peu de formation, d'autres ont fait des études supérieures. Ils n'ont jamais travaillé ou seulement quelques mois avant de se replier sur eux-mêmes. Ils craignent de s'engager, redoutent le contact extérieur, le jugement d'autrui et l'échec. Ils peuvent exprimer le refus d'un « travail de fourmi » dépourvu de sens, anxio-gène, conformiste et trop axé sur la productivité. Ils n'ont que peu ou pas d'amis. Ils ne souffrent le plus souvent d'aucune pathologie particulière et ne voient jamais de médecin. Ils sont en marge de la société mais les facteurs déclenchants et les traits psychologiques de cette marginalité, au-delà de l'individualisme ambiant et du confort des échanges internet, dans une bulle hors du temps et de l'espace, sont encore mal compris.

<sup>1</sup>Ni dans l'éducation, ni dans l'emploi, ni dans la formation: ni en étude, ni en emploi, ni en formation

<sup>2</sup>Diversité Décembre 2005 Marc Lorient 2004



Des analystes<sup>3</sup> engagés dans l'étude de ce nouveau risque social ( Neet-Hikikomori Risk - NHR) observent trois facteurs dominants: une «préférence pour un mode de vie plus libre», pour ceux qui choisissent de ne pas travailler malgré les possibilités d'emploi disponibles, «le sentiment d'un manque de compétence personnelle» et « une ambition floue pour l'avenir».

Détecté pour la première fois au Japon dans les années 90, le phénomène s'étend aujourd'hui à tous les continents. En 2022, ils étaient, selon la Banque Mondiale, 9,9% dans la zone euro. Leur proportion varie considérablement selon le pays et le niveau d'études. Elle va de 5,6 % aux Pays-Bas à 15,9% en Italie et 19,8 % en Roumanie et 29% chez les plus éduqués au Monténégro. Ils représentaient jusqu'à 31% de leur génération, chez les moins éduqués, en Grèce<sup>4</sup>. Cependant ces chiffres doivent être examinés avec prudence tant ils varient selon les sources d'information, la tranche d'âge considérée et la date du recueil des données. Ils sont difficiles à recouper. Et de toute évidence, ils ne reflètent que la partie émergée de l'iceberg. C'est ainsi qu'au sortir des confinements successifs, ont été recensés les jeunes qui n'ont jamais repris leurs études ou leur travail, ceux qui poursuivent des activités partielles, souvent précaires, parfois ludiques ou dilettantes. Beaucoup échappent à ce recueil de données. Sans compter ceux qui ont dépassé la trentaine ou même la quarantaine et qui, parce qu'ils bénéficient du soutien financier de leurs parents, n'apparaissent pas dans les statistiques des services sociaux.

Cependant le mal existe bien. Il ronge nos sociétés et n'épargne aucun milieu social.

Sa prévention ne peut se faire sans la mise en relation de l'ensemble des acteurs concernés tout au long du parcours de l'enfant vers l'âge adulte. Elle exige une identification très précoce des enfants les plus fragiles et des agressions possibles ainsi qu'une prise en charge coordonnée, dès le plus jeune âge (familles, enseignants, milieux de la culture et du sport, psychologues et gouvernants). Elle requiert une sensibilisation et une formation spécifiques hors des sentiers de la contrainte et de l'évaluation dépréciative, hors de cette «dévalorisation» si dévastatrice dans certains pays européens. C'est une urgence de cohésion sociale, une «urgence morale publique»!

### **Des techniques nouvelles à développer**

Miltos Sakellariou<sup>5</sup>, expert auprès du Comité et président fondateur du centre de recherche «Altera Vita<sup>6</sup>», encourage l'approche du Social Emotional Learning (SEL). Cette technique permet de reconnaître et réguler les émotions de manière efficace aussi bien chez les enseignants que chez les élèves, de lutter contre l'anxiété, la dépression et l'isolement. Elle favorise le développement des compétences sociales, telles que la communication, l'empathie et la résolution des conflits.

Elle permet d'identifier les forces et les faiblesses de chacun avec pour objectif de développer la confiance en soi, de promouvoir la motivation et de favoriser la résilience en apprenant à rebondir à la suite de revers, à s'adapter à l'adversité. Il favorise enfin un sentiment d'appartenance et d'engagement Communautaire.

Parmi les techniques proposées, la connaissance de soi par la réflexion et la tenue d'un journal, des exercices de pleine conscience, de rétroaction et d'auto-évaluation, la fixation d'objectifs et la planification d'actions, un entraînement émotionnel et intellectuel, la croissance et le développement personnels, une communication et des relations efficaces, des mises en situation de recherche de résilience, de capacités d'adaptation aux revers et au risque.

<sup>3</sup>Le spectre NEET et HIKIKOMORI: évaluation des risques et des conséquences de la marginalisation culturelle par Yukido Uchida, chercheur à l'université de Kyoto, et Vinai Norasakkundit, Département de psychologie, Université Gonzaga, Spokane, WA, États-Unis

<sup>4</sup>Eurostat Statistiques sur les jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation

<sup>5</sup>Miltos Sakellariou, «Bien-être et travail d'Ensel»

<sup>6</sup>Altera Vita est un centre de recherche scientifique qui met en œuvre des programmes d'éducation et de sensibilisation dans les domaines de l'éducation, de l'environnement, de la culture et du social. <https://alteravita.eu/>



### «Tendez nous la main!<sup>7</sup>»

Le sport, la vie de communauté et le soutien dans la recherche d'un emploi sont déterminants<sup>8</sup> pour Abdel Belmokadem, expert français. Fils d'immigrés tunisiens, ancien boxeur professionnel, ancien élu local, il a fait de sa vie une passerelle vers les jeunes menacés d'exclusion ou d'auto-exclusion.

Lors des émeutes de Vaux en Velin (France), en octobre 1990, son quartier, le Mas du taureau, connaît les plus grandes violences urbaines depuis la guerre. Il a alors vingt-deux ans et démarre une carrière de boxeur professionnel. Il joue un rôle de médiateur entre les jeunes et la police. Il neutralise les casseurs et protège les pompiers. Il promet aux jeunes de les aider, sensibilise les autorités à leurs difficultés et devient rapidement médiateur dans le cadre de la politique de la ville. Son expertise est recherchée par divers pays européens.

Sa maxime, «aller vers». Son objectif premier, l'insertion par l'emploi. L'association qu'il a fondée, «Nés & Cités» (entendez aussi «nécessité»), a pour but de rendre l'espoir aux jeunes désocialisés, de lutter contre la déshérence et la violence. Après vingt ans d'innovations au cœur des quartiers et de partenariats avec des acteurs publics et privés, l'association promeut en ce moment l'égalité des chances face à l'emploi, en mettant en contact anonyme des jeunes, des «talents des cités», avec des employeurs, dans des lieux de prestige du sport. Abdel Belmokadem appelle à une collaboration durable et pertinente.

A travers un livre autobiographique, intitulé «*Tendez nous la main*», il veut «montrer qu'on peut renoncer à la fatalité, qu'il ne faut pas vivre sa différence comme une injustice, mais comme une force et un point d'appui»

### Avec l'appui des instruments internationaux

Je voudrais, pour conclure, rappeler l'existence de deux outils internationaux de premier plan: la Charte sociale européenne<sup>9</sup> du Conseil de l'Europe et la Déclaration de Venise.

**La Charte sociale** européenne destinée à garantir les droits humains, sociaux et économiques, notamment le principe de non-discrimination. Plusieurs de ses articles favorise l'insertion sociale des jeunes, particulièrement ses articles 9 et 10 sur le droit à l'orientation professionnelle tout au long de la vie.

**La déclaration de Venise** qui entend promouvoir des villes inclusives pour une famille durable dans le cadre de l'Agenda 2030. Les objectifs de développement durable comprennent un objectif dédié au développement urbain, l'ODD 11, qui appelle à «rendre les villes et les établissements humains inclusifs, sûrs, résilients et durables»

Souhaitons ensemble que cet objectif prenne en compte le sort des jeunes naufragés de l'inclusion et des droits sociaux que sont les NEETs et les Hikikomori. Plaidons pour qu'à la suite de travaux tels que «Mineurs sans frontières» réalisés par les étudiants de l'Université des sciences appliquées de Rotterdam, nous puissions grâce aux bonnes pratiques telles que le SEL contribuer à la mise en œuvre de la Déclaration de Venise, de la Charte sociale européenne et de la Convention européenne des Droits de l'Homme

---

<sup>7</sup>Tendez nous la main par Abdel Belmokadem et Anne Carrière

<sup>8</sup>Abdel Belmokadem président fondateur de Nés & Cités

<sup>9</sup>Charte sociale européenne

## YOUNG PEOPLE... AND THOSE SHIPWRECKED BY SOCIAL INCLUSION! LET'S REACH OUT TO THEM!

Anne Marie CHAVANON

*Chair of the Committee on Environmental and sanitary Crisis  
Conférence of INGOs*

The SARS-COV2 pandemic triggered an earthquake whose shockwaves continue to rock our societies. It revealed our inability to anticipate and manage economic and health crises, but also and above all social crises, both present and future. It has unleashed currents that are pulling many young people adrift, particularly those known as NEETs (Not in Education, neither in Employment or Training) or Hikikomoris (Japanese for recluse).

Many of them have the acute feeling of being invisible, abandoned and sometimes rejected, simply because they are unable to meet social expectations.

So who are they? How can we master the individual and systemic factors that drive them out to sea? How can we alleviate so much apprehension, despair and suffering? How can we give people back their humanity, their confidence in themselves and in the future? This is one of the areas our committee is working on, with the support of qualified experts from our NGOs.

### Young people in pain

20 years ago, the website of the Ministry of Health of one of the member states of the Council of Europe stated that “the suffering of young people reveals and amplifies the suffering of society”.

This suffering is above all moral. At the beginning of the twenty-first century, it affects teenagers and young adults who are withdrawn from professional and social life. Six months, a year, sometimes ten years and much longer... The isolation can last a long time. The majority are men, but women are not spared.



Many have suffered trauma of various kinds during childhood or adolescence, in the school or private sphere. Others succumb to the lure of idleness. Some have little education, while others have gone on to higher education. They have never worked or only worked for a few months before withdrawing into themselves. They are afraid of commitment, of outside contact, of being judged by others and of failure. They may express their rejection of “busy work” that is devoid of meaning, anxiety-provoking, conformist and overly focused on productivity. They have few or no friends. They usually suffer from no particular pathology and never see a doctor. They are on the fringes of society, but the triggers and psychological features of this marginality, beyond the prevailing individualism and the comfort of Internet exchanges, in a bubble outside time and space, are still poorly understood.

Analysts involved in studying this new social risk (Neet-Hikikomori Risk - NHR) have observed three dominant factors: a “preference for a freer lifestyle”, for those who choose not to work despite the job opportunities available, “a feeling of lack of personal competence” and “a vague ambition for the future”.

First detected in Japan in the 1990s, the phenomenon is now spreading to every continent. In 2022, according to the World Bank, 9.9% of people in the eurozone were unemployed. The proportion varies considerably depending on the country and the level of education. It ranges from 5.6% in the Netherlands to 15.9% in Italy, 19.8% in Romania and 29% among the most highly educated in Montenegro. Among the least educated, they represented as much as 31% of their generation in Greece. However, these figures must be examined with caution, as they vary according to the sources of information, the age bracket considered and the date of data collection. They are difficult to cross-check. And they clearly reflect only the tip of the iceberg. For example, after the successive confinements, we counted young people who had never gone back to school or work, and those who were pursuing part-time, often precarious, sometimes recreational or dilettante activities. Many escape this data collection. Not to mention those in their thirties or even forties who, because they receive financial support from their parents, do not appear in the social services statistics. But evil does exist. It gnaws at our societies and spares no social milieu.

It can only be prevented by bringing together all the players involved throughout the child’s journey to adulthood. It requires very early identification of the most vulnerable children and of possible aggression, as well as coordinated action from the earliest age (families, teachers, cultural and sporting circles, psychologists and governments). It requires specific awareness-raising and training, away from the paths of coercion and depreciative assessment, away from the “devaluation” that is so devastating in some European countries. It’s an urgent matter of social cohesion, a “public moral emergency”!







### **New techniques to be developed**

Miltos Sakellariou, an expert on the Committee and founding president of the Altera Vita research centre, is promoting the Social Emotional Learning (SEL) approach. This technique enables both teachers and students to recognise and regulate emotions effectively, and to combat anxiety, depression and isolation. It encourages the development of social skills such as communication, empathy and conflict resolution. It helps identify individual strengths and weaknesses, with the aim of developing self-confidence, promoting motivation and fostering resilience by learning how to bounce back from setbacks and adapt to adversity. Finally, it fosters a sense of belonging and community involvement. The techniques on offer include self-awareness through reflection and journaling, mindfulness, feedback and self-assessment exercises, goal-setting and action planning, emotional and intellectual training, personal growth and development, effective communication and relationships, role-playing to build resilience and the ability to adapt to setbacks and risk.

### **“Reach out to us!**

Sport, community life and support in finding a job are key factors for Abdel Belmokadem, a French expert. The son of Tunisian immigrants, a former professional boxer and former local councillor, he has made his life a bridge to young people at risk of exclusion or self-exclusion. During the riots in Vaux en Velin (France) in October 1990, his neighbourhood, Mas du Taureau, experienced the worst urban violence since the war. He was twenty-two years old at the time and had started a career as a professional boxer. He acted as a mediator between the youths and the police. He neutralised the rioters and protected the firemen. He promised to help young people, made the authorities aware of their difficulties and quickly became a mediator in the context of urban policy. His expertise was sought by various European countries.

His maxim: “go towards”. His primary objective: integration through employment. The association he founded, “Nés & Cités” (also known as “Necessity”), aims to give hope back to young people who have lost their sense of social responsibility, and to combat deprivation and violence. After twenty years of innovations in the heart of the neighbourhoods and partnerships with public and private players, the association is currently promoting equal opportunities in employment by putting young people, “talents from the estates”, in anonymous contact with employers in prestigious sports venues. Abdel Belmokadem calls for a lasting and relevant collaboration.

Through an autobiographical book entitled “Tendez nous la main”, he wants to “show that we can renounce fatality, that we should not live our differences as an injustice, but as a strength and a point of support”.

### **With the support of international instruments**

In conclusion, I would like to draw your attention to two key international instruments: the Council of Europe’s European Social Charter and the Venice Declaration.

**The European Social Charter** aims to guarantee human, social and economic rights, in particular the principle of non-discrimination. Several of its articles promote the social integration of young people, particularly articles 9 and 10 on the right to lifelong vocational guidance.

**The Venice Declaration**, which aims to promote inclusive cities for a sustainable family as part of the 2030 Agenda. The Sustainable Development Goals include a goal dedicated to urban development, SDG 11, which calls for “inclusive, safe, resilient and sustainable cities and human settlements”.

Let’s hope together that this goal takes into account the plight of young people who are shipwrecked from social inclusion and rights, such as NEETs and Hikikomori. Let us advocate that, following on from work such as “Minors without Borders” by students at Rotterdam University of Applied Sciences, we can use good practices such as SEL to help implement the Venice Declaration, the European Social Charter and the European Convention on Human Rights.

## I GIOVANI... E I NAUFRAGHI DELL'INCLUSIONE SOCIALE! RAGGIUNGIAMOLI!

**Anne Marie CHAVANON**

**Presidente del Comitato per le crisi ambientali e sanitarie,  
Ceonferenze delle ONG**



La pandemia di SARS-COV2 ha scatenato un terremoto le cui onde d'urto continuano a scuotere le nostre società. Ha rivelato la nostra incapacità di anticipare e gestire le crisi economiche e sanitarie, ma anche e soprattutto quelle sociali, presenti e future. Ha scatenato correnti che stanno trascinando alla deriva molti giovani, in particolare quelli conosciuti come NEET (Not in Education, neither in Employment or Training) o Hikikomoris (in giapponese significa recluso).

Molti di loro hanno la sensazione acuta di essere invisibili, abbandonati e talvolta rifiutati, semplicemente perché non sono in grado di soddisfare le aspettative sociali.

Chi sono dunque? Come possiamo dominare i fattori individuali e sistemici che li spingono al largo? Come

possiamo alleviare tanta apprensione, disperazione e sofferenza? Come possiamo restituire alle persone la loro umanità, la fiducia in se stesse e nel futuro? Questo è uno degli ambiti su cui la nostra commissione sta lavorando, con il supporto di esperti qualificati delle nostre ONG.

### **Giovani che soffrono**

20 anni fa, il sito web del Ministero della Salute di uno degli Stati membri del Consiglio d'Europa affermava che "la sofferenza dei giovani rivela e amplifica la sofferenza della società".

Questa sofferenza è soprattutto morale. All'inizio del XXI secolo, essa colpisce gli adolescenti e i giovani adulti che si ritirano dalla vita professionale e sociale. Sei mesi, un anno, a volte dieci anni e molto di più... L'isolamento può durare a lungo. La maggior parte sono uomini, ma le donne non sono risparmiate. Molte sono state vittime di traumi di vario tipo durante l'infanzia o l'adolescenza, nella sfera scolastica o privata. Altre soccombono a il richiamo dell'ozio. Alcuni hanno una scarsa istruzione, altri un'istruzione superiore. Non hanno mai lavorato o hanno lavorato solo per pochi mesi prima di ritirarsi in se stessi. Temono l'impegno, il contatto con l'esterno, il giudizio degli altri e il fallimento. Possono esprimere il loro rifiuto per un "lavoro impegnativo", privo di significato, ansiogeno, conformista ed eccessivamente concentrato sulla produttività. Hanno pochi o nessun amico. Di solito non soffrono di alcuna patologia particolare e non si rivolgono mai a un medico. Sono ai margini della società, ma i fattori scatenanti e le caratteristiche psicologiche di questa marginalità, al di là dell'individualismo imperante e della comodità degli scambi via Internet, in una bolla fuori dal tempo e dallo spazio, sono ancora poco conosciuti.

Gli analisti impegnati nello studio di questo nuovo rischio sociale (Neet-Hikikomori Risk - NHR) hanno osservato tre fattori dominanti: una "preferenza per uno stile di vita più libero", per coloro che scelgono di non lavorare nonostante le opportunità di lavoro disponibili, "una sensazione di mancanza di competenza personale" e "una vaga ambizione per il futuro".



Individuato per la prima volta in Giappone negli anni '90, il fenomeno si sta diffondendo in tutti i continenti. Nel 2022, secondo la Banca Mondiale, il 9,9% delle persone nella zona euro era disoccupato. La percentuale varia notevolmente a seconda del Paese e del livello di istruzione. Si va dal 5,6% nei Paesi Bassi al 15,9% in Italia, al 19,8% in Romania e al 29% tra i più istruiti in Montenegro. Tra i meno istruiti, rappresentano addirittura il 31% della loro generazione in Grecia. Tuttavia, queste cifre devono essere esaminate con cautela, poiché variano a seconda delle fonti di informazione, della fascia di età considerata e della data di raccolta dei dati. È difficile fare controlli incrociati. E chiaramente riflettono solo la punta dell'iceberg. Per esempio, dopo le successive reclusioni, abbiamo contato i giovani che non sono mai tornati a scuola o al lavoro, e quelli che svolgono attività part-time, spesso precarie, a volte ricreative o dilettantistiche. Molti sfuggono a questa raccolta dati. Per non parlare di coloro che hanno che, poiché ricevono un sostegno economico dai genitori, non compaiono nelle statistiche dei servizi sociali.

Ma il problema esiste. Morde le nostre società e non risparmia nessun ambiente sociale. Si può prevenire solo riunendo tutti gli attori coinvolti nel percorso del bambino verso l'età adulta.

Richiede un'identificazione molto precoce dei bambini più vulnerabili e delle possibili aggressioni, nonché un'azione coordinata fin dalla più tenera età (famiglie, insegnanti, circoli culturali e sportivi, psicologi e governi). Richiede una sensibilizzazione e una formazione specifica, lontana dalle vie della coercizione e della svalutazione svalutativa, lontana dalla "svalutazione" così devastante in alcuni Paesi europei.

È una questione urgente di coesione sociale, una "emergenza morale pubblica"!

### **Nuove tecniche da sviluppare**

Miltos Sakellariou, esperto del Comitato e presidente fondatore del centro di ricerca Altera Vita, promuove l'approccio del Social Emotional Learning (SEL). Questa tecnica consente a insegnanti e studenti di riconoscere e regolare efficacemente le emozioni e di combattere ansia, depressione e isolamento.

Incoraggia lo sviluppo di abilità sociali come la comunicazione, l'empatia e la risoluzione dei conflitti.

Aiuta a identificare i punti di forza e di debolezza individuali, con l'obiettivo di sviluppare la fiducia in se stessi, promuovere la motivazione e favorire la resilienza, imparando a riprendersi dagli insuccessi e ad adattarsi alle avversità. Infine, favorisce il senso di appartenenza e il coinvolgimento nella comunità.

Le tecniche offerte comprendono la consapevolezza di sé attraverso la riflessione e il diario, la mindfulness, il feedback e gli esercizi di autovalutazione, la definizione degli obiettivi e la pianificazione delle azioni, la formazione emotiva e intellettuale, la crescita e lo sviluppo personale, la comunicazione efficace e le abilità comunicative. L'obiettivo è quello di costruire relazioni efficaci e di sviluppare la resilienza e la capacità di adattarsi ai contrattempi e ai rischi.

### **"Raggiungeteci!"**

Lo sport, la vita comunitaria e il sostegno nella ricerca di un lavoro sono fattori chiave per Abdel Belmokadem, esperto francese. Figlio di immigrati tunisini, ex pugile professionista ed ex consigliere comunale, ha fatto della sua vita un ponte verso i giovani a rischio di esclusione o autoesclusione. Durante i disordini di Vaux en Velin (Francia) dell'ottobre 1990, il suo quartiere, Mas du Taureau, ha vissuto la peggiore violenza urbana dal dopoguerra. All'epoca aveva ventidue anni e aveva iniziato una carriera come pugile professionista. Ha agito come mediatore tra i giovani e la polizia. Neutralizzò i rivoltosi e protesse i pompieri. Promise di aiutare i giovani, sensibilizzò le autorità sulle loro difficoltà e divenne rapidamente un mediatore nel contesto della politica urbana. La sua esperienza è stata richiesta da diversi Paesi europei.

La sua massima: "andare verso". Il suo obiettivo primario: l'integrazione attraverso l'occupazione. L'associazione da lui fondata, "Nés & Cités" (nota anche come "Necessità"), mira a ridare speranza ai giovani che hanno perso il senso di responsabilità sociale e a combattere la privazione e la violenza. Dopo vent'anni di innovazioni nel cuore dei quartieri e di partnership con attori pubblici e privati, l'associazione sta attualmente promuovendo le pari opportunità nel mondo del lavoro mettendo i giovani, "talenti dei quartieri",

in contatto anonimo con i datori di lavoro in prestigiosi impianti sportivi. Abdel Belmokadem auspica una collaborazione duratura e rilevante.

Attraverso un libro autobiografico intitolato “Tendez nous la main”, vuole “dimostrare che possiamo rinunciare alla fatalità, che non dobbiamo vivere le nostre differenze come un’ingiustizia, ma come una forza e un punto di appoggio”.

Con il sostegno degli strumenti internazionali

Per concludere, vorrei richiamare la vostra attenzione su due strumenti internazionali fondamentali: la Carta sociale europea del Consiglio d’Europa e la Dichiarazione di Venezia.

La Carta sociale europea mira a garantire i diritti umani, sociali ed economici, in particolare il principio di non discriminazione. Molti dei suoi articoli promuovono l’integrazione sociale dei giovani, in particolare gli articoli 9 e 10 sul diritto all’orientamento professionale lungo tutto l’arco della vita.

La Dichiarazione di Venezia, che mira a promuovere città inclusive per una famiglia sostenibile come parte dell’Agenda 2030. Gli Obiettivi di Sviluppo Sostenibile includono un obiettivo dedicato allo sviluppo urbano, l’SDG 11, che chiede “città e insediamenti umani inclusivi, sicuri, resilienti e sostenibili”.

Speriamo insieme che questo obiettivo tenga conto della condizione dei giovani che naufragano nell’inclusione sociale e nei diritti, come i NEET e gli Hikikomori. Sosteniamo che, sulla scia di lavori come “Minori senza frontiere” degli studenti dell’Università di Scienze Applicate di Rotterdam, possiamo utilizzare buone pratiche come SEL per contribuire all’attuazione della Dichiarazione di Venezia, della Carta sociale europea e della Convenzione europea dei diritti umani.



**LE NOUVEAU CONSEIL PRÉSIDENTIEL  
THE NEW PRESIDENTIAL COUNCIL  
IL NUOVO CONSIGLIO DI PRESIDENZA**



**SILVANO MARSEGLIA**  
Principal émérite  
Président de la Section  
italienne de l'AEDE  
Président Européen de l'AEDE  
Section italienne de l'AEDE



**JOSÉ MANUEL VEGA PEREZ**  
Président de la Section AEDE  
des Îles Canaries  
Vice-président européen  
de l'AEDE  
Section AEDE des Îles Canaries



**VASILE NICOARA**  
Principal MIRCEA CEL BATRAN  
Collège national Constanta  
Vice-président européen  
de l'AEDE  
Section AEDE de Roumanie



**CHRYSOULA TSIGKRI**  
Membre du Conseil présidentiel  
de l'AEDE grecque  
Vice-présidente européenne  
de l'AEDE  
Section AEDE de Grèce



**ELISABETH DITTRICH**  
Présidente de la Section AEDE  
de l'Autriche  
Vice-présidente européenne  
de l'AEDE  
Section AEDE de l'Autriche



**JEAN-CLAUDE GONON**  
Secrétaire Général  
de l'AEDE EUROPÉENNE  
Section AEDE de Moldavie



**CATERINA AMATI**  
Trésorier de la section italienne  
de l'AEDE  
Trésorier européen de l'AEDE  
Section italienne de l'AEDE



Maggio 2024



**JANETTA DANIELA BARAITARU**

Secrétaire de la section roumaine de l'AEDE  
Vice-principal MIRCEA CEL BATRAN  
Collège national de Constanta  
Secrétaire adjoint de l'AEDE européenne  
Section AEDE de Roumanie



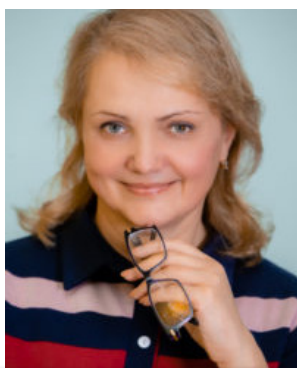
**AGATHANGELIDIS ILIAS**

Président de la section AEDE de Suède  
Secrétaire adjoint de l'AEDE européenne  
Section AEDE de Suède



**KSENIJA AVRAMCEVA**

Présidente de la section Macédoine du Nord de l'AEDE  
Secrétaire adjoint de l'AEDE européenne  
Section AEDE de Macédoine du Nord



**OLENA KHOLODENKO**

Président de la section AEDE d'Ukraine élu membre de l'exécutif européen de l'AEDE



**MARIANA MITIYGLO**

Secrétaire de la section AEDE de Moldavie élu membre de l'exécutif européen de l'AEDE



**NORMA TASCA**

Président de la section AEDE du Portugal élu membre de l'exécutif européen de l'AEDE



**MAREK ZAJAK**

Président de la section AEDE de Pologne élu membre de l'exécutif européen de l'AEDE



**RADE ZEJAK**

Président de la section AEDE de Serbie élu membre de l'exécutif européen de l'AEDE

*L'AEDE autorise la diffusion de cette publication dans toutes les institutions scolaires, auprès des enseignants et du personnel éducatif au niveau européen.*

*AEDE authorizes the dissemination of this magazine to all schools, teachers and educational staff at European level.*

*L'AEDE autorizza la diffusione di questo giornale a tutte le Istituzioni scolastiche, docenti e personale educativo a livello europeo.*



---

## **L'AEDE/EAT**

**est une Association internationale à but non lucratif  
(AISBL)**

**2 Place Luxembourg (MEI-EMI), 1050 BRUXELLES**

**[www.aede.eu](http://www.aede.eu)**

**[aedeeuropea@gmail.com](mailto:aedeeuropea@gmail.com)**